

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

L'IA a dominé l'investissement des entreprises aux États-Unis en 2025

Par Francis Généreux, économiste principal

La publication, vendredi dernier, des comptes nationaux américains du quatrième trimestre de 2025 a été occultée par la décision de la Cour suprême rejetant les tarifs d'urgence imposés par Donald Trump. Pourtant, les données publiées avec près d'un mois de retard à cause de l'impasse budgétaire nous éclairent un peu plus sur la vigueur de l'économie des États-Unis au terme d'une année particulièrement mouvementée. Au premier regard, [on a surtout remarqué que la croissance du PIB réel s'est avérée nettement plus lente que prévu](#). La consommation de biens, les exportations nettes ainsi que les dépenses fédérales se sont montrées plus faibles qu'anticipé. À l'inverse, on a pu voir que l'investissement des entreprises a été plus vigoureux que ce qui était escompté.

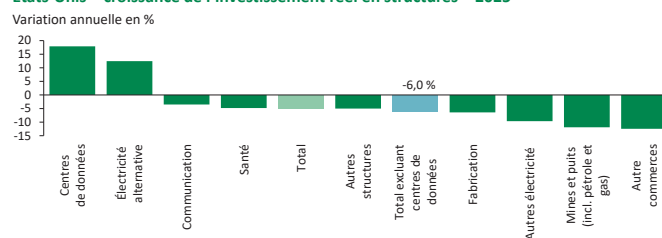
Malgré de nombreux vents contraires, dont l'incertitude plus élevée, l'augmentation du coût des intrants causée par les tarifs douaniers ainsi que les aléas du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, l'investissement a donc assez bien tenu la route. La croissance de l'investissement non résidentiel des entreprises a été de 4,2 % sur l'ensemble de 2025, une meilleure performance que les 2,9 % de 2024 (mais tout de même sous les 7,3 % de 2023). Est-ce que le gain peut être attribuable aux politiques instaurées par l'administration Trump? [Il est difficile, sinon trop tôt, pour attribuer cette performance aux politiques réglementaires, fiscales et protectionnistes mises en place en 2025](#).

On note surtout que l'investissement des entreprises a été loin d'être généralisé en 2025. On ne voit pas non plus de poussée propre au secteur de la fabrication, au secteur minier ou à celui des énergies fossiles, tous promus avec insistance par le président Trump. Ces industries ont perdu des travailleurs en 2025 et la croissance de leur production s'est avérée plutôt faible (+0,9 % pour la fabrication, +0,6 % pour le secteur minier et -6,8 % pour l'extraction de pétrole et de gaz). On le remarque aussi dans la baisse de la construction réelle dans ces secteurs. En fait, l'investissement réel en construction n'a augmenté que dans deux catégories, soit les centres de données et les infrastructures d'énergie renouvelable (structures éoliennes, solaires, de déchets secs et géothermiques) (graphique 1). Ainsi, même la construction au sein de la fabrication, qui était sur une excellente lancée entre 2022 et 2024, s'est contractée en 2025.

Graphique 1

La construction non résidentielle a reculé dans la plupart des secteurs

États-Unis – croissance de l'investissement réel en structures – 2025



Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

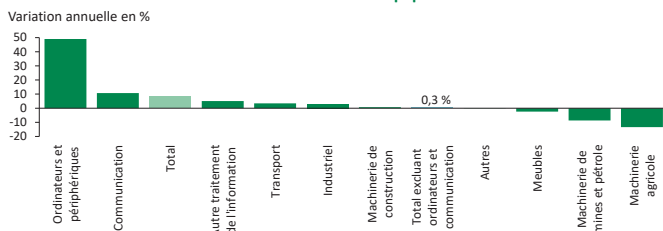
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

La construction des centres de données est évidemment une conséquence de la rapide expansion de l'intelligence artificielle (IA). Mais il ne faut pas seulement construire ces centres, il faut aussi les remplir. On remarque ainsi qu'en 2025, l'investissement réel en équipements a surtout progressé grâce à l'acquisition d'équipement informatique par les entreprises (graphique 2). Le contraste est encore plus grand pour le quatrième trimestre de 2025. Sans la forte croissance annualisée de 80,1 % enregistrée par l'investissement réel en équipements informatiques, les investissements non résidentiels en équipements auraient diminué de 10,3 % à rythme annualisé.

Graphique 2

La croissance de l'investissement en équipement aurait été faible sans l'apport des technologies de l'information
États-Unis – croissance de l'investissement réel en équipements – 2025



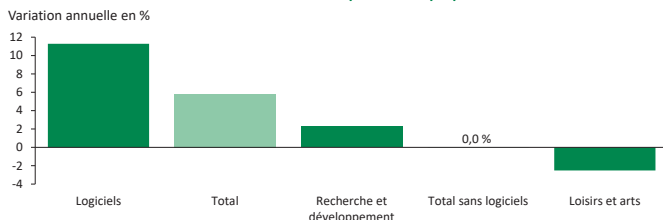
Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Finalement, les ordinateurs demandent aussi d'être nourris, cette fois de logiciels. C'est dans la composante « produits de propriété intellectuelle » des comptes nationaux que l'on retrouve l'investissement en logiciels. Et le portrait est le même que pour la construction ou les équipements... Excluant la hausse de 11,0 % de l'acquisition de logiciels, l'investissement en produits de propriété intellectuelle par l'entreprise privée aurait stagné en 2025 (graphique 3). Et cela ne tient pas compte du fait que l'investissement en recherche et en développement (dont on n'a pas encore de détail précis pour 2025) comporte aussi une importante part liée à l'informatique représentant 27 % de cette composante en 2024.

Graphique 3

La croissance de l'investissement en logiciels a été rapide en 2025

États-Unis – croissance de l'investissement réel en produits de propriété intellectuelle – 2025



Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Ces résultats nous amènent à faire le constat évident que si la croissance de l'investissement des entreprises s'est montrée vigoureuse en 2025 aux États-Unis, c'est surtout grâce au seul secteur de l'IA. Ce n'est pas mauvais en soi et si l'élan perdure, la progression de l'économie continuera d'en profiter. Il y a évidemment d'autres conséquences de l'engouement envers l'IA. Les répercussions sur le marché du travail, sur la productivité, sur les profits des entreprises, sur la répartition de la richesse, sur la demande d'énergie et l'utilisation des ressources naturelles ainsi que sur les choix de consommation ou d'investissement sont toutes des terres fertiles pour des analyses et des commentaires.

On peut également se demander s'il existe un effet d'éviction envers les autres types d'investissement. La place grandissante occupée par l'IA réduit-elle l'espace disponible pour les autres industries, que ce soit en raison de ressources limitées (y compris financières) ou d'une hausse du coût des intrants? Est-ce la seule cause de la faiblesse relative des autres secteurs ou y a-t-il un essoufflement intrinsèque de l'investissement non lié aux technologies de l'information?

C'est là peut-être que des facteurs souvent mentionnés depuis un an, à commencer par l'incertitude causée par la politique commerciale de l'administration Trump, prennent plus de sens. Le virage à 180 degrés de la lutte contre les changements climatiques aux États-Unis et la fin de programmes d'aide issus de l'administration Biden peuvent aussi avoir été des freins. On remarque d'ailleurs la faiblesse de l'investissement manufacturier dans le secteur automobile (-7,8 % en 2025), alors que les fabricants de véhicules et de pièces ont abandonné plusieurs projets liés à l'électrification des transports.

Et les 18 000 milliards?

Lorsqu'on y regarde de plus près, l'investissement privé paraît donc plutôt morne sans l'IA. On peut se demander comment cela est possible alors que le président Trump répète que les nouveaux engagements d'investissement, notamment en provenance de l'étranger, n'auraient jamais été aussi nombreux. Dans le discours annuel sur l'état de l'Union prononcé cette semaine devant le Congrès, il a déclaré : « En quatre longues années, la dernière administration a obtenu moins de [1 000 milliards] de dollars en nouveaux investissements aux États-Unis. Et lorsque je dis moins, c'est substantiellement moins. En douze mois, j'ai obtenu des engagements totalisant plus de [18 000 milliards] de dollars provenant du monde entier. Pensez-y : bien moins de [1 000 milliards] sur quatre ans, contre bien plus de [18 000 milliards] sur une seule année. Quelle différence un président peut faire? Il n'y a pas si longtemps, nous étions un pays à l'agonie. »

Malheureusement pour eux, les Américains ne doivent pas trop considérer ce montant pharaonique (qui représente 58 % du PIB nominal annuel des États-Unis, mais le quadruple de l'investissement annuel nominal non résidentiel) comme quelque chose d'accompli, voire de réaliste. Le [site officiel de la Maison-Blanche compilant ces investissements \[en anglais seulement\]](#) en mentionne pour 9 700 milliards de dollars américains (ce qui est tout de même faramineux). Pour reprendre le thème abordé ci-haut, on remarque qu'environ 40 % des sommes présentées sont liées à l'IA, aux centres de données ou à la fabrication de semi-conducteurs. Il est difficile de voir comment et quand tous ces montants seront alloués au sein de l'économie américaine. Certains de ces engagements semblent aussi liés aux ententes commerciales partielles négociées par l'administration Trump avec divers partenaires. Avec l'évolution erratique de la politique commerciale, il est loin d'être certain qu'ils seront respectés. L'Union européenne a déjà mis un bémol aux 600 G\$ US devant être investis aux États-Unis jusqu'en 2028 par diverses entreprises, comme stipulé dans l'accord d'août dernier. Une [analyse du Peterson Institute for International Economics \[en anglais seulement\]](#) sur les engagements étrangers d'investissement en sol américain soulève également plusieurs doutes, notamment sur la capacité de payer des pays impliqués, sur l'éventail des horizons temporels de ces promesses, sur la définition même de ce qui est qualifié d'investissement et sur le manque de clarté générale du processus. Tout cela mine la confiance envers les probabilités de réalisation. Pour le moment, avec les données disponibles jusqu'au troisième trimestre de 2025, on n'a pas encore vu d'accélération de l'investissement direct étranger aux États-Unis. Il est sans doute encore bien trop tôt pour que ces derniers puissent récolter les fruits de la politique agressive d'investissement du président Trump... si ces fruits poussent vraiment.

En attendant, l'économie américaine devrait encore dépendre de l'élan de l'intelligence artificielle pour espérer enregistrer d'autres fortes croissances de l'investissement privé. Notre scénario de prévisions table sur de nouveaux gains à ce sujet, mais tout de même moins fébriles qu'en 2025. La situation pourrait aussi être aidée par davantage de clarté au sujet de la politique commerciale ainsi que par les effets persistants des allègements fiscaux adoptés l'an dernier. À défaut de ces facteurs, l'investissement des entreprises aux États-Unis pourrait exposer une situation moins reluisante.

À surveiller

ÉTATS-UNIS

*** En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.**

LUNDI 2 mars - 10:00

Février

Consensus 51,8

Desjardins 51,5

Janvier 52,6

Indice ISM manufacturier (février) – Pour la première fois depuis janvier 2025, l'indice ISM manufacturier a dépassé la barre de 50, qui fait la différence entre une croissance ou une contraction de l'activité au sein de la fabrication. À 52,6, il a même atteint son plus haut niveau depuis août 2022. Les gains mensuels des composantes liées à la production actuelle et aux nouvelles commandes ont été particulièrement impressionnants. Cela dit, le bond de 4,7 points de l'indice total nous semble exagéré et dépasse amplement ce que l'on pouvait espérer à la lumière des indicateurs manufacturiers régionaux. On s'attend donc à ce que l'ISM manufacturier diminue un peu en février, sans toutefois indiquer un nouveau revers de la fabrication.

MERCREDI 4 mars - 10:00

Février

Consensus 53,8

Desjardins 53,2

Janvier 53,8

Indice ISM services (février) – Alors que l'indice manufacturier bondissait, l'ISM services a plutôt fait du surplace, obtenant le même niveau qu'en décembre. Cela dit, c'est tout de même un niveau particulièrement élevé. On s'attend à une modeste baisse pour le mois de février. D'un côté, les indices de confiance des consommateurs se sont améliorés au cours du mois. De l'autre côté, les indices non manufacturiers régionaux montrent un peu plus de faiblesse. Somme toute, l'ISM pourrait diminuer à 53,2, ce qui reste tout de même enviable dans le contexte économique présent.

VENDREDI 6 mars - 8:30

Février

Consensus 60 000

Desjardins 75 000

Janvier 130 000

Création d'emplois non agricoles (février) – Le gain de 130 000 emplois en janvier s'est avéré bien meilleur que ce qui était attendu. Bien que la révision annuelle largement à la baisse qui accompagnait ce résultat ait tempéré les sentiments les plus positifs, il en demeure néanmoins que le gain de janvier était le meilleur depuis décembre 2024. On s'attend tout de même à un résultat un peu plus lent pour le mois de février, sans toutefois être vraiment mauvais. En fait, les demandes d'assurance-chômage, les données hebdomadaires de l'enquête ADP ainsi que le niveau de confiance des consommateurs envers la facilité de se trouver un emploi montrent une situation plutôt stable depuis un mois, bien que moins positive que les embauches officielles de janvier. La météo plutôt mauvaise à partir de la fin de janvier pourrait toutefois jouer un tour et assombrir temporairement la situation. Somme toute, on s'attend à un gain net de 75 000 emplois, mais les risques d'avoir un résultat plus faible (notamment à cause de la météo) ou plus fort (s'il y a poursuite de l'élan de janvier) sont importants. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,3 %.

VENDREDI 6 mars - 8:30

Janvier

Consensus -0,3 %

Desjardins -0,6 %

Décembre 0,0 %

Ventes au détail (janvier) – Après une bonne croissance en novembre, les ventes au détail ont déçu en décembre avec une stagnation. On s'attend maintenant à une baisse nette assez sévère pour le mois de janvier. Le principal coupable sera le secteur automobile alors que les ventes de véhicules neufs durant le premier mois de l'année ont chuté de 6,7 %. La diminution des prix de l'essence devrait aussi provoquer une baisse des ventes dans les stations-service. Pour les autres secteurs, les signaux sont plutôt mixtes. D'un côté, les transactions par cartes semblent avoir progressé. De l'autre côté, les données préliminaires hebdomadaires provenant de la Réserve fédérale de Chicago offrent un portrait plus négatif. La vague de froid qui a eu lieu en janvier ainsi que les précipitations importantes dans l'Est pourraient aussi avoir affecté l'achalandage dans les magasins, même si cette situation pourrait profiter aux centres de rénovation et aux achats en ligne. Somme toute, on s'attend à une contraction de 0,6 % des ventes au détail totales et à un léger gain de 0,2 % des ventes excluant les automobiles et l'essence.

MERCREDI 4 mars - 8:30

T4 2025	t/t
Consensus	nd
Desjardins	0,0 %
T3 2025	0,9 %

MARDI 3 mars - 20:30

Février	nd
Consensus	
Janvier	49,8

MARDI 3 mars - 5:00

Février	a/a
Consensus	1,7 %
Janvier	1,7 %

CANADA

Productivité du travail (T4) – Nous estimons que la productivité du travail dans le secteur des entreprises est probablement demeurée stable au quatrième trimestre de 2025, après une hausse de 0,9 % lors du trimestre précédent. Une diminution probable du nombre total d'heures travaillées dans le secteur des entreprises a sans doute été contrebalancée par une baisse de 0,2 % des heures travaillées. Dans le contexte de la guerre commerciale, 2025 s'est conclue avec une croissance économique volatile en raison des tensions commerciales et de l'incertitude qui a perduré tout au long de l'année.

OUTRE-MER

Chine : Indice PMI composite (février) – Avec les festivités du Nouvel An lunaire, peu d'indicateurs ont été publiés, ce qui confère au PMI composite une importance accrue en ce début d'année. Celui-ci a enregistré un recul notable de 0,9 point en janvier, glissant légèrement sous la barre des 50, signalant une contraction de l'activité économique. Le repli a été généralisé, les sous-indices manufacturier et non manufacturier affichant tous les deux une diminution. Ce fléchissement des PMI chinois est cohérent avec nos prévisions d'une croissance du PIB réel plus modérée en 2026. Il faudra toutefois attendre la reprise complète du calendrier statistique au cours des prochaines semaines pour obtenir un portrait plus étoffé de la conjoncture économique en Chine.

Zone euro : Indice des prix à la consommation (février – préliminaire) – L'inflation totale a ralenti en zone euro au cours des derniers mois. Le taux de janvier, soit 1,7 %, se situe maintenant sous la cible de la Banque centrale européenne (BCE). C'est aussi le plus bas taux depuis avril 2021. L'inflation est même à 1 % ou sous cette barre dans plusieurs pays, notamment en France et en Italie. On s'attend à ce que la variation de prix demeure assez faible en zone euro. La météo plus chaude que la normale pourrait d'ailleurs restreindre les prix de l'énergie. L'inflation de base eurolandaise reste toutefois un peu plus élevée, à 2,2 %. La stabilité de l'inflation de base jumelée à la mise en œuvre de mesures de relance budgétaire au sein de la zone euro devrait amener la BCE à maintenir sa politique monétaire actuelle.

Indicateurs économiques

Semaine du 2 au 6 mars 2026

* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 2	10:00	Indice ISM manufacturier	Févr.	51,8	51,5	52,6
MARDI 3	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Févr.	15 160 000	15 550 000	14 850 000
	9:55	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	11:55	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
MERCREDI 4	10:00	Indice ISM services	Févr.	53,8	53,2	53,8
	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
JEUDI 5	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	23-27 févr.	nd	216 000	212 000
	8:30	Prix des exportations (m/m)	Janv.	nd	0,6 %	0,3 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Janv.	nd	0,3 %	0,1 %
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T4	1,6 %	2,0 %	4,9 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T4	2,2 %	1,9 %	-1,9 %
VENDREDI 6	8:30	Création d'emplois non agricoles	Févr.	60 000	75 000	130 000
	8:30	Taux de chômage	Févr.	4,3 %	4,3 %	4,3 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Févr.	34,3	34,2	34,3
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Févr.	0,3 %	0,3 %	0,4 %
		Ventes au détail				
		Total (m/m)	Janv.	-0,3 %	-0,6 %	0,0 %
		Excluant automobiles (m/m)	Janv.	0,0 %	0,1 %	0,0 %
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Déc.	nd	0,1 %	0,1 %
	13:30	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Janv.	11,775	16,000	24,045

CANADA

LUNDI 2	9:15	Discours d'une sous-gouverneure de la Banque du Canada, S. Kozicki				
MARDI 3	---	---				
MERCREDI 4	8:30	Productivité du travail (t/t)	T4	nd	0,0 %	0,9 %
	10:30	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem				
JEUDI 5	---	---				
VENDREDI 6	---	---				

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 2 au 6 mars 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 1							
Japon	19:30	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	nd		52,8	
LUNDI 2							
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Févr.	0,2 %	0,7 %	0,3 %	1,0 %
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Févr.	49,1		48,1	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	49,9		49,9	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	50,7		50,7	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	50,8		50,8	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	52,0		52,0	
Japon	18:30	Taux de chômage	Janv.	2,6 %		2,6 %	
MARDI 3							
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Févr.	0,5 %	1,7 %	-0,6 %	1,7 %
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Févr.	0,3 %	1,1 %	0,4 %	1,0 %
Japon	19:30	Indice PMI composite – final	Févr.	nd		53,8	
Japon	19:30	Indice PMI services – final	Févr.	nd		53,8	
Chine	20:30	Indice PMI composite	Févr.	nd		49,8	
Chine	20:30	Indice PMI manufacturier	Févr.	49,1		49,3	
Chine	20:30	Indice PMI non manufacturier	Févr.	49,7		49,4	
MERCREDI 4							
Italie	3:45	Indice PMI composite	Févr.	51,8		51,4	
Italie	3:45	Indice PMI services	Févr.	52,7		52,9	
France	3:50	Indice PMI composite – final	Févr.	49,9		49,9	
France	3:50	Indice PMI services – final	Févr.	49,6		49,6	
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Févr.	53,1		53,1	
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Févr.	53,4		53,4	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Févr.	51,9		51,9	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Févr.	51,8		51,8	
Italie	4:00	Taux de chômage	Janv.	5,6 %		5,6 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Févr.	53,9		53,9	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Févr.	53,9		53,9	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Janv.	0,2 %	-2,6 %	-0,3 %	-2,1 %
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Janv.	6,2 %		6,2 %	
Italie	5:00	PIB réel – final	T4	0,3 %	0,8 %	0,3 %	0,8 %
JEUDI 5							
France	2:45	Production industrielle	Janv.	0,4 %	2,3 %	-0,7 %	1,7 %
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Janv.	0,2 %	1,7 %	-0,5 %	1,3 %
VENDREDI 6							
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Janv.	-4,0 %	13,2 %	7,8 %	13,0 %
Zone euro	5:00	Création d'emplois – final	T4	nd	nd	0,2 %	0,6 %
Zone euro	5:00	PIB réel – troisième estimation	T4	0,3 %	1,3 %	0,3 %	1,3 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).